

« Nous n'avons pas le droit de faire machine arrière ! »



Président de la Fédération régionale des travaux publics (FRTP) depuis le 5 décembre dernier, Frédéric Tomasella aborde son mandat sous de bons auspices avec une conjoncture au beau fixe. Le rebond de l'activité amorcé en 2015 s'est poursuivi l'an dernier. Une relance qui place les dirigeants de la branche professionnelle face à un nouveau défi : la nécessité de rajeunir les troupes. Un sujet que le directeur régional de Gagneraud Construction maîtrise sur le bout des ongles puisqu'il préside depuis deux ans le centre de formation aux métiers des travaux publics de Mallemort (le centre Emile-Pico). Le nouveau président de la FRTP souhaite adresser un message d'optimisme : « Il faut croire en l'avenir ! ».

Frédéric Tomasella, président de la FRTP Provence-Alpes-Côte d'Azur.

FranchementRespect

Pour attirer les jeunes, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a lancé cet automne une grande campagne de séduction baptisée « #FranchementRespect ».

+ 5%

La croissance de l'activité régionale des TP est de retour avec une hausse de 5%.

TPBM : Votre élection à la tête de la Fédération régionale des travaux publics (FRTP) n'était pas programmée. Comment s'est déroulée cette transition anticipée ?

Frédéric Tomasella : François Debain n'avait pas achevé son premier mandat. Mais il a eu une opportunité au sein de son entreprise [le groupe Vinci, NDLR] qui l'a obligé à quitter la région. Il a donc fallu désigner un candidat pour prendre sa succession au pied levé. Je n'ai pas hésité. Cette élection s'inscrit dans la logique de mon parcours. Dès mon arrivée chez Gagneraud en 2000, j'ai intégré les instances professionnelles de la fédération régionale, d'abord comme simple administrateur puis au sein de la commission sociale, une instance paritaire que j'ai présidée durant plus de dix ans. C'est au sein de cette commission que l'on négocie avec les représentants des salariés la grille des salaires. Parallèlement, j'ai également été membre de la commission formation, un engagement qui m'a valu de prendre les rênes, en 2017, du Pôle formation TP de Mallemort lorsque Yves Ghiron a décidé de passer le témoin. Afin d'être pleinement disponible pour mes nouvelles fonctions, je quitterai la présidence du pôle de formation fin avril.

Vous parlez formation. Au mois d'octobre dernier, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) a justement lancé une grande campagne de communication afin d'attirer les jeunes vers les métiers des TP. L'appareil de formation régional est-il dimensionné pour accueillir ces nouveaux candidats ?

Le CFA* régional des TP monte en puissance. Avec ses nouveaux locaux,

il accueille aujourd'hui 250 apprentis contre 220 en 2017. L'objectif est de voir les effectifs progresser jusqu'à 400 apprentis. En septembre 2018, nous avons élargi la palette des formations avec la mise en place d'un bac pro TP et d'un BTS** TP. A la rentrée de septembre 2019, nous poursuivons cette stratégie en ouvrant une licence « Suivi et entretien des ouvrages de génie civil ». Et on remet le paquet sur le titre professionnel de monteur de réseaux électriques. Cette formation montée en partenariat avec Enedis et le SRER (Syndicat professionnel régional d'entreprises de construction et d'entretien des réseaux secs) n'avait pas

« Le CFA régional des TP monte en puissance. Avec ses nouveaux locaux, il accueille aujourd'hui 250 apprentis contre 220 en 2017. L'objectif est de voir les effectifs progresser jusqu'à 400 apprentis. »

rencontré un franc succès. On souhaite la relancer afin de gonfler les effectifs. La demande est là. A la rentrée, on passera de 5 à 24 candidats.

La campagne « #FranchementRespect » rencontre-t-elle un écho auprès des jeunes ?

Cette campagne part d'un constat : en cinq ans, de 2012 à 2017, la part des 18-25 ans dans les entreprises de travaux publics a diminué de cinq points : elle est passée de 13 % à 8 %. Cette baisse se traduit mécaniquement par un vieillissement de nos effectifs. Une tendance qui contraste avec le regain d'activité enregistré depuis quelques

années dans notre secteur. Attirer les jeunes est donc un impératif vital si l'on veut maintenir un tissu d'entreprises à même de répondre aux besoins en infrastructures de nos territoires. L'ambition de la campagne #FranchementRespect est de montrer à la jeunesse que les travaux publics investissent pour et en elle, de sorte que leur orientation ne soit plus subie mais devienne un choix réfléchi et assumé. Il s'agit également d'améliorer la notoriété des métiers des TP afin d'aider les entreprises à trouver des candidats. La campagne cible les collégiens et les lycéens de la tranche 13-18 ans. Nous

souhaitons les encourager à aller vers nos écoles et nos formations professionnalisantes. Cela commence par changer l'image que les jeunes ont des métiers des TP,

en battant en brèche les clichés rattachés à notre activité. Cela ne se fera pas en trois mois. C'est pourquoi nous avons souhaité mettre en avant les corrélations entre les atouts des TP et les valeurs de la jeunesse : les sentiments de respect et de fierté liés aux ouvrages et aux infrastructures réalisés par nos entreprises. Par rapport à d'autres secteurs professionnels, le secteur des TP œuvre pour améliorer le quotidien des citoyens. Les ponts, les voies ferrées, les espaces publics, les canalisations... toutes nos réalisations façonnent le paysage des territoires. Derrière ces ouvrages, il y a le savoir-faire ➡➡



La 3e du collège marseillais de la Belle de Mai à la découverte des travaux publics à Mallemort.

« Nous aurons besoin de recruter 4 000 personnes dans les prochaines années. Quatre mille personnes, cela représente 1 000 créations d'emploi nettes en tenant compte des départs en retraite programmés. »

de nos entreprises et de leurs salariés, de l'ouvrier à l'ingénieur en passant par l'agent de maîtrise...

La FNTP a signé une convention avec l'Education nationale pour l'accueil de 16 000 élèves. Nous sommes en train de finaliser une convention avec le rectorat d'Aix-Marseille afin de décliner localement ce partenariat national. S'ils le souhaitent, nous recevrons des professeurs dans les entreprises. Et les entrepreneurs iront à la rencontre des jeunes dans les établissements scolaires. Des visites de chantiers leur seront proposées.

Enfin, cet automne, nous parachèverons cette reconquête avec les premières Assises régionales de l'emploi, de la formation et des territoires qui se tiendront à Aix-en-Provence.

Combien d'embauches avez-vous prévu ?

On estime que nous aurons besoin de recruter 4 000 personnes dans les prochaines années. Quatre mille personnes, cela représente 1 000 créations d'emploi nettes en tenant compte des départs en

retraite programmés. A l'heure actuelle, cet effectif ne se retrouve pas dans notre appareil de formation.

Le changement d'image passe aussi par une féminisation des métiers. En la matière, les TP partent de loin...

La féminisation progresse doucement. Dans la région Paca, les femmes représentent 24 % de l'encadrement des entreprises de TP, 17 % des agents de maîtrise et seulement 1 % des ouvriers. La vie de chantier reste un domaine très masculin. Les entreprises sont pourtant prêtes à accueillir des jeunes filles. On propose des salaires supérieurs au Smic. Mais les clichés ont la vie dure.

Comment se porte l'activité des travaux publics dans la région ?

L'an dernier, l'activité a progressé de 5 % en Paca. Sur le plan national, la progression a été plus sensible puisqu'elle a « tangé » les 11,5 %. Mais ce décalage s'explique en grande partie par l'impact des chantiers du Grand Paris. Les carnets de commandes sont bien orientés.

Pour ce qui est de l'emploi, l'érosion de ces dernières années a été stoppée, les effectifs sont restés stables avec 22 000 salariés. Fin 2018, Paca se place en deuxième position des régions avec un niveau de commandes représentant 7,6 mois d'activité en moyenne contre 6,3 mois un an plus tôt. Les enquêtes d'opinion que nous avons réalisées au premier trimestre auprès des dirigeants montrent que la confiance est là. Même si les élections municipales se profilent à l'horizon, on doit rester optimiste. Nous n'avons pas le droit de faire machine arrière ! La FRTTP martèlera ce message aux élus.

Le gouvernement a présenté la Loi d'orientation des mobilités (LOM). Quel regard portez-vous sur ce texte ?

Ce texte comble un vide. Depuis la loi du 29 juillet 1982 qui avait mis en place les Contrats de plan Etat-région (CPER), nous n'avions plus eu de grande loi de cadrage en matière de programmation des infrastructures de transport. Le gouvernement a accepté de revenir à l'épure de la contractualisation des CPER initiaux. La FNTP a joué tout son rôle dans l'élaboration de ce texte. La plupart de ses propositions ont été intégrées dans le texte qui est actuellement en discussion au Parlement.

Avez-vous un message à passer aux élus locaux ?

Je leur dirais de ne pas oublier qu'ils sont dépositaires d'un patrimoine qui vieillit à vue d'œil. La région Paca compte 50 000 kilomètres de routes,

40 000 kilomètres de canalisations, 1 400 kilomètres de voies ferrées, 82 000 kilomètres de réseaux électriques, plus de 8 000 ponts... Ce réseau d'infrastructures a besoin d'être entretenu

« Fin 2018, Paca se place en deuxième position des régions avec un niveau de commandes représentant 7,6 mois d'activité en moyenne contre 6,3 mois un an plus tôt. »

et/ou rénové. Prenez le réseau ferroviaire : il date pour l'essentiel du XIXe siècle. L'accident récent sur le tunnel de Moriez (Alpes-de-Haute-Provence) sur la ligne des Chemins de fer de Provence est venu nous rappeler cruellement cette urgence. Pareil pour les réseaux hydrauliques : les nombreuses fuites dont ils souffrent sont pour la plupart invisibles. L'Agence de l'eau et la Caisse des dépôts ont mis en place des financements à long terme - 50/60 ans - pour aider les petites communes à entretenir les canalisations. Ce sujet sera le fil rouge des premières Assises de l'eau que nous souhaitons organiser avec l'Association des maires des Alpes-Maritimes.

Propos recueillis par William Allaire et Frédéric Delmonte

wallaire@wanadoo.fr @DelmonteFred

* Centre de formation d'apprentis.
** Brevet de technicien supérieur.



Frédéric Tomasella : « L'ambition de la campagne #FranchementRespect est de montrer à la jeunesse que les travaux publics investissent pour et en elle, de sorte que leur orientation ne soit plus subie mais devienne un choix réfléchi et assumé. »



LA LOI LOM DONNE LA PRIORITE AUX TRANSPORTS DU QUOTIDIEN

La Loi d'orientation des mobilités (LOM) actuellement en discussion au Sénat consacre la priorité donnée aux transports du quotidien avec cinq grands programmes prioritaires : l'entretien et la modernisation des réseaux existants ; la désaturation des grands nœuds ferroviaires ; l'accélération du désenclavement routier des villes moyennes et des territoires ruraux ; le développement de l'usage des mobilités propres, partagées et actives ; et enfin, le soutien au report modal dans le transport de marchandises. Et parmi les grands projets, priorité est donnée aux opérations concourant d'abord à l'amélioration des déplacements du quotidien. Dans la région Paca, cette ambition se déclinera à travers le lancement des travaux permettant le traitement des nœuds ferroviaires de Marseille-Saint-Charles et de Nice. Pour atteindre ces objectifs, l'Etat met sur la table une enveloppe de financements en forte hausse de 13,4 milliards d'euros sur cinq ans, soit 40 % de plus qu'au cours du dernier quinquennat. Parallèlement, le gouvernement a prévu de mobiliser 500 millions d'euros d'ici 2022 pour soutenir les collectivités qui souhaitent mettre en place des solutions de covoiturage, des véhicules électriques en libre-service ou du transport à la demande. W.A.